

Art. 2. § 1er. Les audiences ont lieu au tribunal, Kalandberg 1, à Gand, aux jours suivants :

aux première et deuxième chambres : le lundi;
aux troisième et quatrième chambres : le vendredi;
à la cinquième chambre : le jeudi;
à la sixième chambre : le mardi;
à la septième chambre : le jeudi;
à la huitième chambre : le mardi;
à la neuvième chambre : le jeudi;
à la dixième chambre : le vendredi.

Elles commencent à 15 heures, sauf celles des septième et dixième chambres, qui commencent à 14 heures.

§ 2. Les audiences de référé se tiennent les lundi, mercredi et vendredi à 9 heures.

§ 3. Le bureau d'assistance judiciaire siège le mardi à 14 heures.

Art. 3. § 1er. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

§ 2. Le président peut, selon les besoins du service et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir par une ou plusieurs chambres des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

Art. 4. Les introductions se font devant les première, deuxième, cinquième et huitième chambres. Les affaires relatives au paiement en capital d'un tiers de la valeur de la rente en application de la législation sur les accidents du travail, sont introduites devant la troisième chambre.

Art. 5. Le président peut, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

En cas d'application du présent article ou de l'article 3, § 2, l'ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

Art. 6. Le président fixe, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacation et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Le président peut, en tout temps, modifier ce tableau selon les besoins.

Art. 7. L'arrêté royal du 15 juin 1981 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Gand, est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 85 — 1889

20 AOUT 1985
Arrêté royal fixant le règlement particulier
du tribunal du travail de Termonde

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Art. 2. § 1. De terechtzittingen hebben plaats in het gerechtshofgebouw, Kalandberg 1, te Gent, op de volgende dagen :

eerste en tweede kamer : op maandag;
derde en vierde kamer : op vrijdag;
vijfde kamer : op donderdag;
zesde kamer : op dinsdag;
zevende kamer : op donderdag;
achtste kamer : op dinsdag;
negende kamer : op donderdag;
tiende kamer : op vrijdag.

Zij vangen aan te 15 uur, behoudens in de zevende en de tiende kamer die te 14 uur zetelen.

§ 2. De zittingen in kort geding worden gehouden op maandag, woensdag en vrijdag te 9 uur.

§ 3. Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op dinsdag te 14 uur.

Art. 3. § 1. De kamers kunnen, volgens de behoeften van de dienst, buitengewone zittingen houden, waarvan zij zelf de dagen en uren bepalen in overeenstemming met de voorzitter van de rechtbank.

§ 2. Indien de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende zittingen zullen houden op de dagen en de uren die hij vaststelt.

Art. 4. De inleidingen geschieden voor de eerste, tweede, vijfde en achtste kamer. Evenwel worden de zaken die betrekking hebben op de uitbetaling van een derde van de waarde van de rente als kapitaal bij toepassing van de wetgeving inzake arbeidsongevallen, ingeleid voor de derde kamer.

Art. 5. De voorzitter kan, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen.

In dit geval, alsmede in het geval van artikel 3, § 2 wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

Art. 6. De voorzitter bepaalt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, dag en uur van de vakantiezittingen en wijst de magistraten aan die er zitting zullen houden.

De voorzitter kan te allen tijde die lijst wijzigen volgens de behoeften van de dienst.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 15 juni 1981 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Gent, wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 9. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1889

20 AUGUSTUS 1985
Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement
voor de arbeidsrechtbank te Dendermonde

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police, notamment l'article 3, § 1er;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Gand, du premier président de la cour d'appel de Gand et du procureur général à Gand, du président du tribunal du travail de Termonde, de l'auditeur du travail à Termonde, du greffier en chef du tribunal du travail de Termonde et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Termonde;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal du travail de Termonde est composé de six chambres siégeant à Termonde, à Saint-Nicolas et à Alost.

La première chambre connaît des contestations prévues à l'article 578 du Code judiciaire, lorsqu'elles concernent les employés.

La deuxième chambre connaît des matières prévues à l'article 578 du Code judiciaire, lorsqu'elles concernent les ouvriers et des contestations prévues à l'article 582, 3^o et 4^o du même Code.

La troisième chambre connaît des matières prévues à l'article 579 du Code judiciaire et des litiges relatifs à l'application des articles 59, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 6^o et 8^o, 59 bis et 59 ter de la loi du 10 avril 1971.

La quatrième chambre connaît des contestations prévues à l'article 580 du Code judiciaire (seulement les pensions, le chômage et l'article 580, 8^o).

La cinquième chambre siégeant sans juges sociaux, connaît des contestations prévues à l'article 580 du Code judiciaire sauf en matière de pension et dans les domaines évoqués au 8^o dudit article, de même que des contestations prévues à l'article 34 ter, § 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

La sixième chambre connaît des matières prévues aux articles 581, 582, 1^o et 2^o, et 583 du Code judiciaire de même que des contestations relatives au chômage des ayants droits aux allocations de chômage, prévues à l'article 580 du même Code.

Les différentes chambres connaissent, en outre, selon la répartition qui en est faite par le président du tribunal, des autres matières dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 2. § 1^{er}. Les chambres siégeant respectivement aux jours ci-après dans les sections de Termonde, Kazernestraat 21, de Saint-Nicolas, Kazernestraat 40 et d'Alost, Graanmarkt 1.

La première chambre : les premier et troisième mardis du mois à Termonde, les premier et troisième mercredis à Saint-Nicolas et les premiers et troisième lundis à Alost;

la deuxième chambre : les premier et troisième mercredis du mois à Termonde, les premier et troisième jeudis à Saint-Nicolas et les premier et troisième vendredis à Alost;

la troisième chambre : les premier et troisième lundis du mois à Termonde, les premier et troisième mardis à Saint-Nicolas et les deuxième et quatrième mardis à Alost;

la quatrième chambre : les deuxième et quatrième mardis du mois à Termonde, les premier et troisième vendredis à Saint-Nicolas et les premiers et troisième mercredis à Alost;

la cinquième chambre : les deuxième et quatrième mercredis du mois à Termonde, les deuxième et quatrième mardis à Saint-Nicolas et les premier et troisième jeudis à Alost;

la sixième chambre : les deuxième et quatrième jeudis du mois à Termonde, les deuxième et quatrième mercredis à Saint-Nicolas et les deuxième et quatrième lundis à Alost.

Les audiences commencent à 14 h 30 m.

§ 2. Les audiences de référé se tiennent les premier et troisième mardis du mois à Termonde, les premier et troisième mercredis du mois à Saint-Nicolas et les premier et troisième lundis du mois à Alost, chaque fois à 16 heures.

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koop-handel en de politierechtbanken, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Gent, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Gent en van de procureur-generaal te Gent, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Dendermonde, van de arbeidsauditeur te Dendermonde, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Dendermonde en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Dendermonde;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Dendermonde bestaat uit zes kamers die zitting houden in de afdelingen Dendermonde, Sint-Niklaas en Aalst.

De eerste kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de bedienden.

De tweede kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de arbeiders en van de zaken bepaald in artikel 582, 3^o en 4^o van hetzelfde Wetboek.

De derde kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 579 van het Gerechtelijk Wetboek en van de geschillen vermeld in artikelen 59, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 6^o en 8^o, 59 bis en 59 ter van de wet van 10 april 1971.

De vierde kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek (alleen pensioenen, werkloosheid en 580, 8^o).

De vijfde kamer, zetelend zonder rechters in sociale zaken, neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek met uitzondering van pensioenen en artikel 580, 8^o G.W., en bovendien van de betwistingen bedoeld in artikel 34 ter, § 4 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De zesde kamer neemt kennis van de zaken bedoeld in artikelen 581, 582, 1^o en 2^o, en 583 van het Gerechtelijk Wetboek, en tevens van geschillen betreffende werkloosheid van rechthebbenden op werkloosheidsvergoedingen, bedoeld in artikel 580 van hetzelfde Wetboek.

Daarenboven neemt elke kamer, overeenkomstig de verdeling gedaan door de voorzitter, kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 2. § 1. De kamers houden zitting respectievelijk op de volgende dagen in de afdelingen te Dendermonde, Kazernestraat 21, Sint-Niklaas, Kazernestraat 40, en Aalst, Graanmarkt 1.

De eerste kamer : de eerste en de derde dinsdag te Dendermonde, de eerste en de derde woensdag te Sint-Niklaas en de eerste en de derde maandag te Aalst;

de tweede kamer : de eerste en de derde woensdag te Dendermonde, de eerste en de derde donderdag te Sint-Niklaas en de eerste en de derde vrijdag te Aalst;

de derde kamer : de eerste en de derde maandag te Dendermonde, de eerste en de derde dinsdag te Sint-Niklaas en de tweede en de vierde dinsdag te Aalst;

de vierde kamer : de tweede en de vierde dinsdag te Dendermonde, de eerste en de derde vrijdag te Sint-Niklaas en de eerste en de derde woensdag te Aalst;

de vijfde kamer : de tweede en de vierde woensdag te Dendermonde, de eerste en de vierde dinsdag te Sint-Niklaas en de eerste en de derde donderdag te Aalst;

de zesde kamer : de tweede en de vierde donderdag te Dendermonde, de tweede en de vierde woensdag te Sint-Niklaas en de tweede en de vierde maandag te Aalst;

De zittingen vangen aan te 14 u. 30 m.

§ 2. De zittingen in kort geding worden gehouden de eerste en de derde dinsdag te Dendermonde, de eerste en de derde woensdag te Sint-Niklaas en de eerste en de derde maandag te Aalst, telkens te 16 uur.

§ 3. Le bureau d'assistance judiciaire siège les premier et troisième mardis du mois à Termonde, les premier et troisième mercredis à Saint-Nicolas et les premier et troisième lundis à Alost, chaque fois à 14 heures.

§ 4. Les introductions se font devant chaque chambre aux jours et heures mentionnées ci-dessus, et devant la première chambre pour les affaires non visées aux articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 3. Les chambres peuvent selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

Art. 4. Le président peut, selon les besoins du service et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir par une ou plusieurs chambres des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

Art. 5. Le président peut, en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Dans ce cas, comme dans celui qui est prévu à l'article 4, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

Art. 6. Le président du travail fixe, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacations et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Le président peut, en tout temps, modifier ce tableau selon les besoins.

Art. 7. L'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Termonde, modifié par les arrêtés royaux des 15 mai 1972 et 21 juin 1974, est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 81 — 1890

20 AOUT 1985

Arrêté royal fixant le règlement particulier
du tribunal du travail d'Audenarde

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police, notamment l'article 3, § 8, modifié par l'arrêté royal du 5 janvier 1983;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Gand, du premier président de la cour d'appel de Gand et du procureur général à Gand, du président du tribunal du travail d'Audenarde, de l'auditeur du travail à Audenarde, du greffier en chef du tribunal du travail d'Audenarde et du bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Audenarde;

§ 3. Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op de eerste en de derde dinsdag te Dendermonde, de eerste en de derde woensdag te Sint-Niklaas en de eerste en de derde maandag te Aalst, telkens te 14 uur.

§ 4. De inleidingen geschieden voor iedere kamer op dag en uur hierboven bepaald en voor de eerste kamer wat de zaken betreft die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 3. De kamers kunnen volgens de behoeften van de dienst buitengewone zittingen houden, waarvan zij zelf de dagen en uren bepalen in overeenstemming met de voorzitter van de rechtbank.

Art. 4. Indien de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende zittingen zullen houden op de dagen en uren die hij vaststelt.

Art. 5. De voorzitter kan ook, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen.

In dit geval, alsmede in het geval van artikel 4, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

Art. 6. De voorzitter bepaalt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, dag en uur van de vakantiezittingen en wijst de magistraten aan die er zitting zullen houden.

De voorzitter kan te allen tijde die lijst wijzigen volgens de behoeften van de dienst.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Dendermonde, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 mei 1972 en 21 juni 1974, wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 9. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1890

20 AUGUSTUS 1985

Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement
voor de arbeidsrechtbank te Oudenaarde

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de politierechtbanken, inzonderheid op artikel 3, § 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 januari 1983;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Gent, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Gent en van de procureur-generaal te Gent, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Oudenaarde, van de arbeidsauditeur te Oudenaarde, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Oudenaarde en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Oudenaarde;